

*This transcript also available in [English](#).*

## **LIVE AT STATE AVEC TODD STERN, ENVOYÉ SPÉCIAL POUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE À LA COP 21 À PARIS**

24 novembre 2015  
Washington DC

**M. ZELTAKALNS :** Bienvenue à LiveAtState, la plate-forme vidéo interactive en ligne du Département d'État pour les relations avec les médias internationaux. Je suis votre hôte, Michael Zeltakalns. Je suis ravi d'accueillir les participants qui nous rejoignent aujourd'hui depuis le monde entier. Nous avons plus de 100 journalistes participants, de plus de 30 pays. Avec nous pour discuter de la politique des États-Unis sur le changement climatique et de la Conférence des Parties de la semaine prochaine à Paris, voici Todd Stern, envoyé spécial pour le changement climatique. Je vous remercie de vous joindre à nous aujourd'hui, M. Stern.

**M. STERN :** Merci beaucoup, c'est un plaisir d'être ici.

**M. ZELTAKALNS :** Avant de céder la parole à notre invité, je dois faire quelques annonces pratiques. Nous fournissons des services d'interprétation simultanée de cet événement en français, en portugais et en espagnol via des lignes téléphoniques. Si vous souhaitez écouter la conférence de presse dans l'une de ces langues, veuillez composer un des numéros de téléphone fournis en bas à gauche de votre écran. Vous pouvez commencer à soumettre vos questions dès maintenant dans le bas de la fenêtre, dans la zone intitulée « Questions pour le représentant du Département d'État ». Si vous avez des difficultés à soumettre vos questions, vous pouvez les envoyer à [live@state.gov](mailto:live@state.gov). Nous apprécions vos questions et nous allons essayer d'en traiter le plus grand nombre possible dans le temps qui nous est imparti. Veuillez noter que nous ne pouvons accepter que des questions en anglais. Si vous souhaitez continuer à discuter sur ce sujet après le programme d'aujourd'hui, vous pouvez nous suivre sur Twitter @StateDept, @US\_Center et @StateDeptOES, et utiliser les hashtags #COP21 ou #ActOnClimate. Avec cela, commençons.

Envoyé spécial Stern, merci de vous joindre à nous aujourd'hui, nous allons passer directement à la première question, n'est-ce pas ? La première question vient de Andrew Restuccia à Politico : « Comment définissez-vous le succès à Paris et qu'est-ce qui doit explicitement être inclus dans l'accord final ? Le gouvernement a-t-il réussi à gérer les attentes sur ce qui peut être accompli de façon réaliste à Paris ? »

**M. STERN :** Eh bien, merci beaucoup. Je dirais ceci : Nous sommes à la recherche d'un accord qui soit ambitieux, efficace, équitable et durable, qui accélère la transition que nous devons tous accomplir à une énergie propre, avec de faibles émissions de carbone et une économie résiliente dans le monde entier, et qui puisse s'appliquer à toutes les parties, à tous les pays. C'est là l'une des caractéristiques vraiment essentielles de cet accord, d'arriver à impliquer toutes les parties, tout le monde.

Je pense qu'il est également très important que cet accord envoie un signal – et si nous faisons les choses comme il faut, il va envoyer un signal – au public, à la société civile et au secteur privé partout dans le monde, que les dirigeants du monde s'engagent cette question, que nous allons de l'avant et que nous ne reviendrons pas en arrière. Voilà ce que je dirais. En termes de questions essentielles, nous avons besoin de beaucoup d'atténuation – c'est l'effort pour réduire les émissions. Nous avons besoin d'une excellente transparence. Il est important que tous les pays et tous les observateurs puissent voir ce que tout le monde fait, et si les diverses parties respectent leurs engagements et leurs promesses. Nous avons besoin de solides dispositions sur l'adaptation. Il y a un grand nombre de pays qui ne dégagent pas beaucoup de CO2 mais qui font face à des risques élevés d'effets et de conséquences du changement climatique, et même les pays développés. Je veux dire, nous le savons, aux États-Unis, il suffit de regarder l'ouragan Sandy, les sécheresses dont nous souffrons et tant d'autres choses. Tous les pays sont confrontés à un véritable défi en matière d'adaptation et cet accord recherche à renforcer et de mettre davantage l'accent sur l'adaptation.

Nous avons aussi besoin de solides dispositions financières et d'autres mesures d'assistance aux pays pauvres qui en ont besoin, et nous devons faire passer cet accord de l'ancien style passéiste avec une dichotomie entre deux catégories distinctes à une conception du monde tournée vers l'avenir, où il existe une différenciation couvrant toute la gamme des pays. Il n'est pas possible de s'attendre à ce que les pays en fassent plus que ce dont ils sont capables, mais nous ne devrions pas nous arrêter à cette manière archaïque de les diviser simplement en deux catégories en matière de changement climatique.

**M. ZELTAKALNS :** Merci, envoyé spécial Stern. La question suivante est posée par Crystal Sun à Phoenix New Media : « Vous étiez aux négociations de Kyoto et vous avez dit à plusieurs reprises que Paris n'est pas Kyoto. À votre avis, qu'est-ce qui pourrait permettre de ne pas revenir à Kyoto ? »

**M. STERN :** Eh bien, ce que je veux dire en disant que nous ne sommes pas à Kyoto, c'est vraiment l'argument que j'exposais il y a juste quelques instants, que tous les pays font partie de cette conférence-ci, parce que c'est un composant essentiel du mandat initial que nous avons négocié à Durban. Une caractéristique distinctive de Kyoto était que toutes les nouvelles obligations étaient uniquement imposées aux pays développés, de sorte qu'il s'agissait en fait d'un accord entre pays développés, avec les pays en développement sur le banc de touche. Cela n'est plus possible de nos jours. Encore une fois, comme je l'ai dit, nous avons été l'un des chefs de file de l'élaboration pour cet accord-ci d'une structure qui soit basée sur une approche ascendante, sur une base déterminée à l'échelle nationale, où chaque pays propose les contributions et les engagements dont il se croit capable. Voilà ce qui est important et permet à tous les pays d'entrer dans le jeu. Donc, à cet égard, nous ne sommes pas à Kyoto. Nous sommes dans un monde et avec un accord où tous les pays vont jouer un rôle, mais jouer un rôle d'une manière qui soit juste pour chacun et équitable pour tous.

**M. ZELTAKALNS :** La question suivante vient du Brésil, Claudia Trevisan : « De nombreux pays insistent pour que l'accord de Paris soit juridiquement contraignant, ce qui n'est pas accepté par les États-Unis. Comment résoudre ce conflit ? »

**M. STERN :** Merci pour cette question. Comme vous le savez, les États-Unis favorisent une approche initialement proposée par la Nouvelle-Zélande il y a un an ou deux, et qui est essentiellement une sorte d'hybride dans lequel de nombreuses dispositions de l'accord seraient juridiquement contraignantes et certaines ne le seraient pas. Ainsi, par exemple, les dispositions applicables fondamentalement à la responsabilité vis-à-vis de l'accord et à sa transparence – précisément pour les objectifs que vous indiquez, pour ce que vous dites que vous allez faire, ainsi que divers éléments des processus et diverses règles s'appliquant à la méthode de recensement des émissions et autres choses similaires. Ce qui ne serait pas juridiquement contraignant dans l'approche proposée par la Nouvelle-Zélande, ce sont les objectifs eux-mêmes. Nous avons pensé que cela constitue un bon équilibre, et qu'étant donné que nous sommes à la recherche d'un accord qui réunit une large participation, vraiment globale, nous sommes tout à fait convaincus qu'un accord qui exigerait des objectifs effectivement contraignants au niveau juridique rendrait de nombreux pays incapables de participer.

Je voudrais également dire, en passant, que, contrairement à ce que je crois que beaucoup de gens pourraient penser, à notre avis, une structure de ce genre sera en fait plus ambitieuse. Nous sommes tout à fait persuadés que de nombreux pays seraient enclins à inscrire des objectifs inférieurs à ceux dont ils sont vraiment capables s'ils étaient préoccupés par la nature juridiquement contraignante des objectifs eux-mêmes. Ce sont des discussions que je dois dire que j'ai entendues dans les couloirs et dans les salles privées au cours des dernières années. Je me souviens très clairement d'un déjeuner à Cancun en 2010 avec probablement 30 pays, où il y avait de nombreuses discussions privées exactement sur ce point. Donc, nous pensons que cette approche hybride est un bon équilibre, et nous sommes très à l'aise avec elle.

**M. ZELTAKALNS :** Alex Nussbaum de Bloomberg demande : « Qu'est-ce qui se passe après un accord, en supposant qu'il est atteint ? Quelles sont les prochaines tâches pour vous, votre bureau, et les États-Unis en général ? Quelles décisions importantes devraient-elles rester à négocier après Paris, et quelles mesures prendront les États-Unis pour commencer à inscrire les annonces et des engagements de Paris dans la réalité ? »

**M. STERN :** Excellente question. Voici ce que je dirais : Toute une série de mesures devra suivre l'accord. Tout d'abord, en ce qui concerne les éléments de l'accord lui-même, il y aura de nombreuses situations où nous inscrirons dans le texte de l'accord lui-même un paragraphe ou deux sur une question particulière qui nécessitera l'élaboration et le développement de lignes directrices supplémentaires, nous espérons au cours de l'année prochaine. Je veux dire, nous ne voulons pas que cela traîne trop longtemps. Mais ce sera le cas, par exemple, dans le domaine de la transparence. Nous aurons besoin, de notre point de vue, de suffisamment d'indications que la décision que nous – que l'accord lui-même que nous aurons conclu à Paris indique très clairement ce que les pays auront décidé de faire. Mais même avec les meilleures indications possibles, il y aura beaucoup plus de détails, et il y aura des questions plus ponctuelles qui devront être résolues dans le cadre de lignes directrices qui seront négociées, encore une fois, nous espérons, l'année prochaine. Et cela sera le cas pour un certain nombre de questions.

Au-delà de ces éléments qui se rapportent à la façon dont l'accord est vraiment mis en pratique, regardez, tout le monde le fait, et nous aussi, c'est l'une des caractéristiques vraiment

énormément impressionnantes de ces négociations jusqu'à présent, près de 170 pays ont présenté leurs objectifs, ce qu'on appelle les INDC, « Intended Nationally Determined Contributions » (intention de contribution déterminée au niveau national) dans le jargon de ces négociations.

Eh bien, si nous arrivons à conclure l'accord à Paris, alors les pays vont vraiment devoir réaliser, mettre en œuvre ces objectifs. Si vous regardez ce que les États-Unis ont fait au cours des dernières d'années, sous la direction du président Obama, pour mettre en œuvre et atteindre l'objectif sur lequel nous nous sommes entendus à Copenhague et à Cancun : d'énormes efforts en ce qui concerne les centrales électriques, la secteur des transports, la façon dont les bâtiments fonctionnent, d'autres gaz au-delà du CO<sub>2</sub>, comme le méthane et les HFC des gaz industriels, toute une série d'actions dans tous les domaines que nous menons pour mettre en œuvre l'objectif qui est le nôtre pour 2020, eh bien, nous allons devoir continuer à faire cela et plus encore en 2025, et tous les autres pays du monde qui ont décidé de leurs propres objectifs vont en faire autant.

**M. ZELTAKALNS :** John Upton de Climate Central se demande : « La plupart des pays ont soumis des INDC qui couvrent 10 ans. Les États-Unis ont un plan qui couvre seulement cinq ans. Pourquoi ? Et quel genre de processus d'examen des INDC les États-Unis aimeraient-ils voir mettre en œuvre après Paris ? »

**M. STERN :** Une autre très bonne question. En effet, nous avons inscrit un objectif de cinq ans, et laissez-moi vous dire pourquoi. Notre point de vue était qu'un objectif à plus court terme, à cinq ans plutôt qu'à 10, serait en fait plus ambitieux, plus vigoureux, et intensifierait les réductions que nous sommes capables de faire. Notre calcul, et je suis tout à fait convaincu qu'il est exact, est que, dans cinq ans à partir de maintenant, disons en 2020, nous serons alors en mesure proposer un objectif pour 2030 beaucoup plus ambitieux que nous ne le pourrions si nous essayions aujourd'hui de deviner approximativement à quoi l'objectif pour 2030 devrait ressembler, c'est-à-dire pour dans 15 ans. Alors, nous avons donc pensé qu'en proposant un objectif pour 2025, c'est-à-dire 10 ans à partir de maintenant, mais à cinq ans dans le cadre de l'accord de transport de 2020 à 2025, nous avons pensé que cela le rendrait plus ambitieux.

Cependant, de nombreux pays n'en ont pas convenu. De nombreux pays ont proposé des objectifs à 10 ans. Nous privilégions une approche de l'accord telle que, après 2030, tous les pays travailleront sur une mise à jour quinquennale des calendriers, car encore une fois, simplement pour la raison que j'ai dite, nous pensons que cela rend les objectifs plus ambitieux. Et même dans la mesure où il reste des pays qui ne font pas comme ça, il devrait encore y avoir au moins une exigence que les pays réaffirment, resoumettent et révisent leur objectif à plus long terme, s'ils en ont un, tous les cinq ans. Nous sommes donc très, très en faveur du quinquennat en termes d'examen. Encore une fois, tout cela fait partie de la transparence, c'est-à-dire que cela signifie vraiment qu'il s'agit d'un ensemble de choses que les pays doivent faire. Chaque pays doit proposer un inventaire qui couvre les émissions qui se produisent dans l'ensemble de son économie. Chacun doit rapporter les progrès qu'il fait vers les objectifs qu'il s'est fixé. Et puis, il doit y avoir un examen. Cet examen doit aller dans le sens de la facilitation. Personne ici ne pense à un examen punitif. Ça ne passerait pas. Mais un examen sérieux, dans le sens de la

facilitation, qui examine ce qu'un pays a fait et dit, « ça a l'air bon, vous êtes sur la bonne voie », ou, « Ce n'est pas tout à fait ça. Comment peut-on vous aider à faire mieux ? »

**M. ZELTAKALNS :** La question suivante vient de Lee Logan à Inside EPA : « À votre avis, quelles sont les éléments nécessaires du volet financier de l'accord, et attireront-ils le soutien de grands pays en développement tels que l'Inde ? »

**M. STERN :** Le volet financier de ces négociations demeure un élément encore controversé. Je pense que ce que je dirais à propos de la finance est que nous avons, et nous l'avons effectivement indiqué dans une déclaration conjointe du président Obama et du président Xi de la Chine à la fin Septembre, nous avons un besoin clair que le financement se poursuive à un niveau robuste, nous avons la ferme intention à la fois de tenir les promesses que nous avons déjà faites dans le passé, pour jusqu'à 2020, et de continuer un financement robuste après cela. Nous pensons que d'autres éléments devraient également être inclus. Nous pensons que la base des bailleurs de fonds, c'est-à-dire si vous voulez le nombre de parties qui sont prêtes à apporter un financement aux pays pauvres, devrait croître. Et la vérité est qu'elle est en croissance, nous voulons juste capter la croissance qui se produit déjà.

Je vais vous donner un exemple. Il y a huit pays, des pays en développement, qui ont versé des contributions au nouveau Fonds vert pour le climat, qui est un nouveau canal de première importance pour l'assistance climatique. C'est formidable, à notre avis. Quant à la Chine, à cette même réunion entre le président Obama et le président Xi dont je viens de parler, la Chine a annoncé qu'elle allait contribuer ou rendre disponible plus de 3 milliards de dollars pour l'aide climatique aux pays pauvres. Nous applaudissons cela. C'est formidable. Ainsi, dans un système qui se développe, à mesure que de plus en plus de pays croissent, se développent et acquièrent la capacité de devenir des contributeurs, et pas seulement les bénéficiaires, nous pensons que c'est un développement qui devrait être encouragé.

Nous aimerions aussi, nous voudrions dire qu'il est, nous considérons comme très important que nous, du côté des pays donateurs, si vous voulez, travaillions avec les pays qui ont besoin d'aide pour construire leur propre capacité à attirer les investissements du secteur privé. Il n'y a rien de mieux pour le développement d'un pays, non seulement pour le changement climatique, mais juste à des fins de développement, que d'être en mesure d'attirer l'investissement privé. Donc, si vous regardez un certain nombre de pays qui font un excellent travail en ce domaine, le Nicaragua en particulier, et aussi les Philippines, le Maroc et la Malaisie, qui ont modifié leurs systèmes réglementaires, leurs systèmes juridiques et d'autres éléments de ce qui s'appelle l'environnement favorisant, qui ont attiré les investisseurs privés, parfois avec un coup de pouce du gouvernement, de la Banque mondiale ou des États-Unis ou de l'UE ou autres, mais avec un afflux important d'investissements privés.

Voilà donc la façon dont vous ouvrez la voie pour faire venir beaucoup, beaucoup d'argent. Donc, nous devons maintenir les investissements du gouvernement et le soutien gouvernemental déjà en cours, mais nous devons également essayer d'aider les pays pauvres à développer les types d'économies qui pourront attirer des capitaux.

**M. ZELTAKALNS :** Merci, envoyé spécial Stern. Avant de passer à la question suivante, je tiens à rappeler à tous que les transcriptions, la vidéo et la bande audio de LiveAtState d'aujourd'hui seront envoyées à tous les participants et publiées sur state.gov.

La question suivante vient de Houmi à Le Point Afrique, et elle demande : « Selon le président du groupe des PMA, Giza Gaspar Martins, le financement climatique a été un point de discussion clé du rendez-vous des ministres pré-COP, mais il n'est pas clair que le soutien financier sera renforcé par de l'aide pour construire une infrastructure qui permette aux pays de remplir les objectifs de leurs plans d'action nationaux sur le climat. Que pensez-vous de cette déclaration ? »

**M. STERN :** Eh bien, je – nous travaillons très étroitement avec l'Angola, et j'ai travaillé très étroitement, en fait, avec Giza lui-même, qui est un excellent négociateur et un excellent représentant à la fois de l'Angola et du Groupe des pays les moins avancés. Je pense, et c'est très cohérent avec ce que je viens de dire il y a une minute, que le financement climatique est essentiel. Il est essentiel, soit dit en passant, à la fois pour l'atténuation, l'effort de réduction des émissions, mais aussi, en particulier en considérant surtout les pays très pauvres qui ne sont pas responsables de beaucoup d'émissions, il est également essentiel de se concentrer sur l'aspect de l'adaptation.

Aux États-Unis, nous avons augmenté notre aide à l'adaptation, je pense huit fois depuis que le président Obama – d'un facteur huit, devrais-je dire – depuis que le président Obama a pris ses fonctions. Et nous sommes en faveur d'un financement accru pour l'adaptation. J'en donnerais comme exemple la décision prise dans le Fonds vert pour le climat, que 50 pour cent des fonds pour le Fonds vert pour le climat, sur une base dite de l'équivalent subvention, doivent être destinés à l'adaptation. Ce n'est donc pas seulement l'atténuation qui reçoit la part du lion. Et je pense que ces choses-là sont extrêmement importantes.

Il est également important, comme la question l'indique, de fournir un soutien qui aide les pays à se développer sans gonfler les émissions. Et nous avons un programme du gouvernement américain appelé LEDES, « Low Emission Development Strategies » (stratégies de développement à faible émission), qui a été très efficace. Nous avons travaillé avec environ 20 pays, un certain nombre d'entre eux en Afrique, en aidant les pays à faire exactement cela. C'est quelque chose que d'autres pays donateurs font ainsi, mais cela doit se produire plus souvent.

**M. ZELTAKALNS :** La question suivante vient du Chili. Paula Nunez demande : « Pensez-vous qu'aujourd'hui, le secteur privé américain a un réel engagement en matière de changement climatique ? »

**M. STERN :** Eh bien, je pense que l'engagement du secteur privé américain est de plus en plus fort sur le changement climatique, et nous le voyons de très nombreuses façons. Je veux dire, de la manière la plus directe liée à ces négociations, nous avons mis en place un effort appelé American Business Acts on Climate (actes des entreprises américaines sur le climat). 81 grandes sociétés américaines l'ont signé. Beaucoup d'entre elles seront à Paris. Elles ont toutes présenté des engagements sur ce qu'elles vont faire dans leur propre contexte d'entreprise, dans la période

entre, disons, maintenant et 2025 environ, pour réduire les émissions et augmenter l'efficacité énergétique.

Elles ont également signé une déclaration pour indiquer leur soutien à un accord fort, efficace et ambitieux à Paris. Mais évidemment, le soutien va bien, bien au-delà de ces 81 pays, je pense – 81 entreprises. Je pense que ce que vous allez voir et ce que nous voyons de la part d'une entreprise est non seulement un soutien toujours plus solide mais aussi une compréhension croissante que le changement climatique est réel et que l'action est nécessaire.

Et je dirais cette chose évidente sur le secteur privé : Les gens d'affaires sont nécessairement des réalistes, qui s'appuient sur les faits et sont ancrés dans les faits. Ils doivent regarder le monde avec des lunettes réalistes, car autrement ils ne prendraient pas les bonnes décisions pour permettent à leurs entreprises de réussir. Vous ne pouvez pas faire tourner une entreprise sur une idéologie. Vous devez la diriger en fonction de la réalité. Et ce fait est quelque chose qui au final, et je pense dès maintenant, entraîne un grand nombre d'entreprises, y compris beaucoup de celles qui n'ont pas été historiquement favorables à l'action sur le changement climatique, à voir qu'il est réel et ne va pas disparaître, et qu'elles doivent pouvoir le gérer, sous peine de graves conséquences pour l'économie dans son ensemble et elles-mêmes en particulier.

**M. ZELTAKALNS :** La question suivante est posée par le *Brunei Times*. Darren Chin demande : « Le Département d'État est le deuxième plus grand producteur – » plutôt « Les États-Unis sont le deuxième plus grand producteur de gaz à effet de serre et de CO2 dans le monde après la Chine. Les pays en développement ou émergents devraient-ils porter une part aussi importante de la responsabilité de réduire les émissions de CO2 que les pays développés comme les États-Unis » ?

**M. STERN :** Eh bien, la question est en fait parfaitement raisonnable, parce que, oui, comme l'indique le questionneur, les États-Unis sont le deuxième plus grand producteur. Et le plus grand producteur est la Chine, avec près de deux fois les émissions des États-Unis à ce stade. La Chine est un pays en développement dans le contexte des négociations sur le climat. Et ceci n'est que l'illustration du besoin d'agir des deux côtés.

Nous avons aujourd'hui une situation où environ 60 à 65 pour cent des émissions mondiales proviennent de pays en développement. Ce n'est pas une mauvaise chose ; c'est une bonne chose. Ce que cela signifie, c'est les pays en développement se développent, et il n'y a rien de mal à cela. Mais ce que nous – ce que cela signifie, c'est que vous ne pouvez pas résoudre le changement climatique seulement sur le dos des 30 ou 35 pour cent que représentent les pays développés.

Dans le même temps, et c'est absolument intégré dans notre approche de cet accord, vous ne pouvez pas demander à un pays d'agir de façon incompatible avec ses impératifs de croissance, de développement et d'éradication de la pauvreté. Je veux dire, vous ne pouvez pas demander à un pays de faire cela. Et si vous le lui demandiez, il ne le ferait pas, ce qui est tout à fait compréhensible.

Donc, ce dont nous avons besoin et que nous avons intégré dans cet accord est la notion d'action définie au niveau national. Les pays devraient être encouragés à faire du mieux qu'ils peuvent, absolument leur meilleur effort, parce que le problème est vraiment grave et que nous, pour le bien de nous tous et de nos enfants, devons le traiter. Mais les pays doivent agir d'une manière qu'ils pensent pouvoir effectivement gérer.

Donc, nous avons proposé une structure qui dit tout le monde doit agir. Oui, nous comprenons que différents pays sont à différents stades de développement. Nous comprenons que de nombreux pays vont pouvoir faire ceci, mais pas cela. Mais la décision sera la leur. Mais nous ne pouvons pas simplement dire : « Pays développés, le fardeau vous appartient ; pays en développement, vous pouvez rester à l'écart. »

Ainsi, nous avons besoin que tout le monde agisse. Et je dirais aussi qu'il y a beaucoup de pays dans le groupe des pays en développement dans les négociations sur le climat qui sont très avancés, et en fait des pays très riches. Donc, il y a un mélange. Tout le monde, en gros, le message résumé est que tout le monde doit agir, chacun selon sa propre capacité.

**M. ZELTAKALNS :** La question suivante vient de Reuters. Valerie Volcovici se demande comment les pourparlers de Paris vont traiter de la question du transfert de technologie. L'accent sera-t-il mis sur le renforcement des capacités ou celui du financement ?

**M. STERN :** Eh bien, je pense un peu des deux, sans doute. Je pense que le transfert de technologie est une question importante. Il a toujours fait partie de ces négociations. Nous avons, depuis un certain nombre d'années, fait un certain nombre de choses qui sont utiles à cet égard. Nous avons lancé le Climate Technology Center and Network (Centre et réseau de technologie du climat). Nous avons réuni un comité exécutif de la technologie qui se concentre sur ces questions.

Il ne fait aucun doute que la technologie est un composant de taille de la solution ultime au changement climatique. Il y a beaucoup de technologie et beaucoup de solutions qui existent réellement aujourd'hui, mais nous avons besoin de plus. C'est une des raisons, d'ailleurs, pour lesquelles les États-Unis et de nombreux autres pays ont insisté sur l'importance de renforcer la recherche et le développement, le genre de dépenses de R & D qui vont entraîner des percées dans toute une gamme de technologies d'énergie propre dont nous avons besoin. Mais pour les pays pauvres et les pays qui ont besoin de la technologie, absolument, nous devons fournir à la fois des financements et de l'assistance technique.

**M. ZELTAKALNS :** Randy Showstack d'eos.org demande : « Avec tous ces éléments en mouvement dans ces négociations à la COP21, qu'est-ce que vous identifiez comme le grand obstacle ou les deux grands obstacles à ce que vous appelleriez un accord solide et réussi à Paris ? Par ailleurs, quels sont les plus grands risques d'échec, et que faites-vous, vous ou les autres, pour essayer de prévenir ou de surmonter ces obstacles ou échecs potentiels ? »

**M. STERN :** En fait, je pense qu'il y a un certain nombre de questions qui sont encore sérieusement en cours de discussion et de négociation. C'est tout à fait normal ; ces choses-là



vont toujours comme ça. J'ai mentionné plus tôt le fait qu'environ 170 objectifs ont été soumis. C'est quelque chose d'énorme qu'il faut prendre en compte. Ce que cela veut dire, c'est que cela inclut probablement plus de, bien plus de 120 qui sont en développement. Donc, cela indique un niveau d'adhésion très important de la communauté internationale pour arriver à cet accord. Personne ne s'infligerait le sang, la sueur et les larmes qu'il faut pour mettre en place l'un de ces objectifs à moins de penser que l'accord se conclura et de n'être fondamentalement impliqué pour qu'il le soit. Voilà donc une très bonne toile de fond.

Il y a encore des questions difficiles. Je pense que la façon précise dont nous capturons la différenciation est une discussion en cours, et je pense que nous allons le faire, mais il s'agit d'une discussion et d'un débat en cours. C'est la situation pour un certain nombre de questions, qu'il s'agisse de l'atténuation, de la transparence ou du soutien financier. Donc, toutes ces questions vont vraiment faire partie de la discussion.

Je pense que l'autre sorte de difficulté diffuse, je ne sais pas si je l'appellerais un obstacle, mais une chose à laquelle nous voulons faire attention est de ne pas chercher à atteindre un accord qui est juste minimaliste et reporte trop les décisions. Comme je l'ai dit, dans ce genre d'accord, il y a toujours une démarche où vous essayez de vous entendre sur quelque chose dans l'accord principal lui-même, et puis il y a des lignes directrices qui doivent le suivre. Mais nous devons veiller à ce que le contenu de cet accord soit lui-même robuste, qu'il indique clairement où nous allons, qu'il indique l'orientation de tous les travaux de suivi nécessaire, et que nous ne prenions pas la position de dire : « Eh bien, nous allons juste convenir de quelques phrases très limitées ici, et nous reportons le gros des problèmes à la prochaine fois ». Je pense que nous ne voulons pas reporter les problèmes à la prochaine fois. L'heure est venue de les résoudre. Le moment est maintenant, et nous voulons le saisir.

**M. ZELTAKALNS :** Merci, envoyé spécial Stern. Je voudrais profiter de cette occasion pour rappeler à tous les médias sur lesquels ils peuvent nous suivre, et poursuivre cette conversation sur les médias sociaux. Sur Twitter, c'est @StateDept, @US\_Center et @StateDeptOES. Et bien sûr, sur Twitter, vous pouvez utiliser les hashtag #COP21 et #ActOnClimate.

La question suivante nous vient du *The Sunday Times* de Londres, et Jonathan Leake a une question sur : « Beaucoup de pays impliqués dans les pourparlers de la COP21 et les processus de la CCNUCC ont publié des données sur leurs émissions avec des promesses pour les réduire. Toutefois, il est impossible pour l'instant de savoir si les données sont exactes et de mesurer la façon dont les engagements sont tenus. Pourriez-vous s'il vous plaît nous éclairer sur la vérification ? Quels principes devraient être appliqués à la vérification, et quels mécanismes aimeriez-vous voir en place ? »

**M. STERN :** Eh bien, cela nous ramène à la question que je l'ai appelé la transparence. Cela s'appelle aussi parfois MRV – « monitoring, reporting, and verification » (suivi, déclarations et vérification). J'utilise ces termes de façon interchangeable. Le terme actuellement utilisé dans les négociations est « transparence », mais il implique, en premier lieu, que les pays font leur inventaire correctement. Je veux dire que beaucoup de progrès doivent encore être accomplis à cet égard. Certains pays font bien leur inventaire, et beaucoup le font pas encore. Voilà donc une

question sur laquelle nous devons mettre les pays en bonne voie, parce que l'inventaire sert en quelque sorte de référence, qui est nécessaire pour comprendre le paysage des émissions dans un pays donné.

Nous avons également la composante de déclaration, dans laquelle le plus important est d'impliquer les déclarations sur les progrès d'un pays vers l'objectif qu'il a pris. Encore une fois, c'est extrêmement important, nous aurons besoin de déclarations pour les équipes d'examen d'experts, c'est la troisième composante, il doit y avoir un examen. Les équipes d'experts doivent pouvoir évaluer si les informations qu'un pays a fourni sont solides, si ce pays est sur la bonne voie pour atteindre l'objectif qu'il s'est fixé, et, finalement, s'il atteint cet objectif.

En somme, il va être extrêmement important que le système fonctionne bien. La composante d'examen elle-même est une chose sur laquelle nous avons beaucoup d'expérience, parce que les équipes d'examen d'experts ont travaillé pendant de nombreuses années dans le cadre de la CCNUCC. Elles se sont surtout concentré sur les actions des pays développés, quelques-unes sur les pays en développement. Mais ce sont des équipes qui accumulent et analysent toutes les données préparées par les pays, discutent avec les pays lorsqu'elles ont des questions, et ce système va être, je pense, extrêmement important. Je suis vraiment d'accord avec le questionneur à cet égard, parce que les parties prenantes auront besoin d'avoir confiance. Les participants aux négociations comme les gens en dehors des négociations vont rechercher les moyens d'avoir confiance dans les déclarations des pays. Sans cela, le système ne peut pas fonctionner.

**M. ZELTAKALNS :** Je pense que la question suivante, de David Biello au *Scientific American* s'articule là-dessus. Il veut savoir : Quelles garanties seront mises en place pour veiller à ce que ce ne soit pas comme si les gens choisissaient leurs propres taux d'imposition, et à ce que des objectifs ambitieux de réduction des émissions soient fixés et atteints ? »

**M. STERN :** Eh bien, je ne dirais pas que c'est comme si les gens choisissaient leurs propres taux d'imposition, mais je pense que ce dont nous parlons est la capacité des pays à déterminer eux-mêmes la meilleure façon de procéder pour eux. Et il y a beaucoup de façons différentes d'attaquer ce problème d'une manière vraiment efficace. Regardez par exemple l'objectif proposé par la Chine, et une grande partie de cet objectif a d'abord été annoncée l'an dernier lors de l'annonce conjointe historique entre le président Obama et le président Xi à Pékin Novembre dernier. Donc, l'objectif de la Chine comprend un engagement à diminuer ses émissions à partir de 2030, ou plus tôt, si elle le peut. Il comprend la promesse d'augmenter la part des combustibles non fossiles de jusqu'à 20 pour cent de son énergie totale. C'est en fait un projet énorme; la Chine va devoir ajouter environ 900 gigawatts d'énergie non fossile d'ici 2030. Juste à titre de comparaison, l'ensemble de la grille électrique des États-Unis est de 1100 gigawatts, alors la Chine va devoir construire dans les énergies renouvelables ou le nucléaire, entre maintenant et 2030, presque autant de capacité que l'ensemble du système des États-Unis, afin de satisfaire cet objectif de 20 pour cent. Elle s'est également fixé un objectif ou une cible d'amélioration de l'intensité énergétique de son économie.

Donc, il y a trois façons d'agir, et nous avons un objectif de réduction absolue de 26 à 28 pour cent sous nos niveaux de 2005, d'ici 2025. Différents pays peuvent avoir des méthodes

différentes. Je pense que nous – tant qu’ils sont solides et transparents, de préférence – nous aimerions voir des objectifs absolus dans la mesure du possible. Je pense que c’est ce qu’on observe parmi tous les pays développés. Vous en voyez aussi, dans certains cas, pour les pays en développement. Et je pense que vous en verrez de plus en plus à l’avenir. Mais il est acceptable que les pays – encore une fois, je ne parle pas de choisir votre propre taux d’imposition, mais de choisir votre propre façon de réduire les émissions tant qu’elle est ambitieuse, claire et transparent, et tant qu’elle peut être l’objet d’un suivi.

**M. ZELTAKALNS :** Ed King de Climate Home dit : « Au sujet du financement, voyez-vous un accord à Paris stipulant de nouveaux montants pour les financements fournis, comme un plancher de 100 milliards de dollars pour – à partir de 2020, et pensez-vous que l’appel en faveur de 35 milliards de financement pour l’adaptation en 2020 est réaliste ? »

**M. STERN :** Merci pour cette question. La réponse résumée est que ne savons pas encore. Ce que j’ai dit, comme je l’ai fait remarquer un peu plus tôt aujourd’hui, est que nous voyons certainement un financement robuste continuer. Nous avons – nous évoluons sur – encore une fois un engagement en ce moment qui a été pris en 2009 et 2010 – répété en 2010 – par les pays développés, de chercher à mobiliser 100 milliards de dollars par année de financement de toutes les sources, publiques et privées, d’ici à 2020 ; de tous les canaux, que ce soit des canaux bilatéraux, la Banque mondiale ou d’autres banques multilatérales de développement et ainsi de suite; et de le faire dans le contexte d’atténuation et de transparence significatives.

Si vous regardez ces critères et que vous les appliquez à la situation dans laquelle nous sommes en ce moment, une atténuation et une transparence significatives en ce moment alors que nous débutons cette négociation à Paris devrait évidemment inclure des dispositions significatives d’atténuation et de transparence dans cet accord – des dispositions fortes et efficaces dans l’accord lui-même. Les mots exacts qui seront employés pour véhiculer l’idée qu’un financement solide et robuste va continuer sont, je pense, un sujet de discussion et de débat.

Comme je l’ai également dit plus tôt, nous sommes à la recherche d’un monde à venir – un monde post-2020 – où la classe des bailleurs de fonds, le groupe des bailleurs de fonds commence à s’élargir. Et comme je l’ai mentionné, la bonne nouvelle est que cela se produit déjà. Nous avons ces huit pays – pays en développement – qui ont contribué au Fonds vert pour le climat. Nous avons la Chine, qui a annoncé 3 milliards de dollars – rendant 3 milliards de dollars disponibles pour les pays pauvres dans son propre fonds pour le climat. Et il y a un certain nombre d’autres pays en développement qui rendent des financements disponibles. Donc, ça va être un monde où la base des bailleurs de fonds va s’élargir et où ceux qui existent déjà vont continuer à fournir un financement robuste, et les détails, les montants et tout cela feront partie de ces négociations.

**M. ZELTAKALNS :** Notre dernière question pour aujourd’hui provient de Thomas Schueneman de triplepundit.org : « Si les objectifs de Paris ne sont pas atteints, comment voyez-vous le processus de la COP aller de l’avant ? Est-ce que l’occasion se renouvellera ? »

**M. STERN :** Eh bien, je ne vais pas à se livrer à la – à une réflexion sur le potentiel d'échec de Paris. Je préfère se concentrer sur le potentiel de réussite. Je veux dire, ce que je vais dire est ceci : Plus que jamais, les astres sont dans la bonne configuration pour parvenir à un accord – plus que je ne l'ai jamais vu se produire auparavant. Nous avons une réelle opportunité. Nous surfons sur la vague de ces 170 objectifs qui ont été soumis. Nous savons que les pays veulent arriver à un accord. La situation en ce moment – il n'y a pas de comparaison, par exemple, le plus grand moment récent, c'était en 2009, quand les gens étaient en route pour Copenhague. Et j'ai roulé ma bosse assez longtemps pour y avoir été en personne. Et nous avons cette opportunité, nous avons ce moment. Les pays vont devoir être prêts maintenant – dès maintenant, dès aujourd'hui, à partir d'hier – à abandonner certains de leurs bastions, à chercher un terrain d'entente, à trouver cette zone intermédiaire, cette zone d'atterrissage où nous pouvons réellement conclure cet accord. Cela se passe en ce moment. Cela se passe depuis un moment. Cela doit se passer davantage. Mais nous pouvons y arriver. Je pense que nous allons y arriver. Et je ne vais pas penser à l'alternative. Merci.

**M. ZELTAKALNS :** Eh bien, le temps dont nous disposons aujourd'hui est épuisé. Et je vous remercie beaucoup, envoyé spécial Stern, d'avoir pris le temps d'être ici avec nous aujourd'hui. Et pour ceux d'entre vous qui nous regardent de l'étranger et à la maison, nous allons vous envoyer des fichiers audio et vidéo et une transcription de l'émission d'aujourd'hui.

Et encore une fois, si vous souhaitez continuer à discuter sur les questions du changement climatique, aujourd'hui, demain et tout au long de la COP21, vous pouvez nous suivre sur Twitter @StateDept, @US\_Center, et @StateDeptOES. Utilisez simplement les hashtag #COP21 et #ActOnClimate. Je voudrais aussi noter que pour ceux qui ne sont pas de langue maternelle anglaise, le Département d'État entretient des flux Twitter en langue étrangère en russe, français, espagnol, portugais et arabe. Alors explorez-nous sur Twitter là aussi pour continuer la conversation sur le changement climatique. Nous espérons que vous pourrez bientôt nous rejoindre à nouveau pour un autre programme de LiveAtState. Bonne nuit.

###